

## Compte-rendu de la réunion du 13 mars 2019

### 1<sup>ère</sup> partie :

#### Quelles dépenses publiques jugeons-nous indispensables pour le « bien commun » ?

Qu'est-ce qui est important / moins important pour le « bien commun » en France ? 15 mn

Parmi les sujets jugés importants pour le « bien commun », que doivent financer les dépenses publiques ? 15 mn

Comment établir un système fiscal plus juste et plus efficace ? 15 mn

1. Priorité : aider les pauvres. 150 000 personnes prises en charge par le Secours catholique. Rôle de solidarité plus important que tout pour le « bien commun ». (plus important que de subventionner les éoliennes dans le cadre de la transition écologique !).
2. Priorité : l'éducation, tout l'avenir d'une nation repose sur l'éducation. Les Etats-Unis sont un exemple à ne pas suivre. L'éducation ne doit pas être déléguée au privé.
3. Priorité : permettre le maintien de la santé. Il faut avoir conscience que le prix d'un médicament est très différent selon les pays (selon les pays, le prix peut varier : de 2 à 40 fois plus cher). L'accès aux médicaments fait partie du « bien commun ».
4. La santé est une priorité mais aussi plus largement la sécurité (avoir un toit, être protégé d'une bombe, avoir accès à l'éducation pour ses enfants...). Nous avons relativement de la chance en France car d'autres pays sont moins bien lotis que nous mais il ne faut pas, pour autant, chercher à s'aligner vers les bas (« dumping général ») en réduisant le nombre de professeurs, les remboursements de médicaments...
5. Ce qui est important : que chacun ait un toit, que les agriculteurs puissent vivre de leur travail et ne dépendent pas d'aides extérieures qui sont dégradantes pour eux.
6. Liberté = Fonctions régaliennes  
Egalité = Education (aux sciences, au jugement)  
Solidarité = Santé et minimum retraite (complété par une part complémentaire privée de l'ordre de l'épargne).
7. Ce qui me frappe en France, c'est la perte de confiance généralisée. Or c'est la confiance qui fait le lien entre les citoyens d'un pays. Ce lien risque d'être perdu.
8. La sécurité c'est aussi l'aide au très grand âge. Les solutions sont extrêmement coûteuses et ne répondent pas aux attentes de nos parents et grands parents
9. La formation du citoyen à la transformation digitale et numérique est une priorité. Beaucoup de gens ne sont pas familiers des nouveaux usages, il faut les former pour développer l'accès à l'information et favoriser la dématérialisation des flux.
10. Priorité : assurer « le cadre » (La police, l'armée, la justice, l'administration). Tout ce qu'il faut pour faire « tourner la machine ». Il y a toute une politique à assurer.

11. Pour l'éducation, deux choses sont prioritaires : l'éducation à l'esprit scientifique et à l'esprit critique pour remettre de la rationalité. Par exemple, beaucoup d'erreurs sont véhiculées dans le domaine écologique (agro-carburants : un non-sens) ou plus généralement les « fake news ». Il faut être capable de les contredire.
12. Pour distribuer il faut d'abord créer de la richesse. Or la France, depuis 20 ans, a tendance à « décrocher » ... les dépenses ne peuvent pas être envisagées sans création de richesse.
13. Logement : qu'il n'y ait plus dans les HLM de bail à vie, sans tenir compte de l'évolution des revenus des ménages. Il faut que ce droit au logement reste étroitement dépendant des revenus.
14. La notion de subsidiarité : tout ce qui peut être décidé au niveau local ne doit pas l'être au niveau national. L'Etat central doit se concentrer sur l'essentiel. Remarque également valable à l'échelle de l'Europe.
15. L'administration peut être plus efficace pour rendre des services identiques. La présentation des chiffres peut être trompeuse. Par exemple, on peut baisser les dépenses de l'Education nationale, sans réduire le nombre des professeurs, en réduisant la superstructure administrative. Idem pour la recherche : la part des services administratifs autour de la recherche peut être réduite sans nuire à l'activité de recherche.
16. Les pensions de retraite devraient être déconnectées du niveau des revenus pendant la période d'activité. On pourrait imaginer un système plus juste avec la même retraite pour chacun, assurant un niveau de vie décent.
17. L'augmentation du nombre de fonctionnaires : Depuis la décentralisation, le nombre de fonctionnaires a augmenté de 50% : cela a fait exploser les dépenses publiques. il faudrait dégraisser le nombre de fonctionnaire pour financer plus de grands et beaux projets.
18. Le modèle des dépenses publiques, adapté aux « trente Glorieuses », perdure et n'est plus affecté aux bonnes cibles. Il faudrait affecter la dépense publique à ce que le marché ne peut pas financer : cibler les personnes fragiles, les territoires fragiles (banlieues, zones rurales). Tout ceci fait référence à une notion d'évaluation : il faut pratiquer l'évaluation des dépenses, mesurer leur impact social. Ce mot « évaluation » manque dans le débat.
19. Il y a un problème d'arbitrage au sein de chaque grande catégorie de dépenses publiques. Il faut à la fois un équilibre et de la justice. Cette réflexion doit être affinée, menée en continu, car, pour certaines dépenses, la situation reste figée, cela peut créer des catégories de population « surfavorisées » et d'autres très défavorisées, ayant des difficultés à loger leur famille...
20. Il faudrait augmenter le financement de la recherche médicale, parent pauvre depuis trop longtemps, ce qui fait fuir nos cerveaux.
21. La vente des aéroports de paris ? Après les autoroutes...Faut-il tout vendre ? Les hôpitaux, les rues... ? Limites de la privatisation pour ce qui devrait appartenir au domaine public.
22. Faire de la pédagogie pour que chacun puisse connaître, à son échelle, la valeur des choses (le coût réel d'un ticket de RER, le coût de la scolarisation d'un enfant pour l'Etat...). Il faut être capable d'évaluer combien cela coûte à l'Etat.
23. Le rôle de la Cour des comptes : Chaque année, établissement d'un rapport qui ne semble pas avoir beaucoup d'effets pour l'optimisation du fonctionnement de l'Etat. C'est à se demander s'il ne faut pas supprimer la Cour des comptes pour faire des économies. Il faut que les remarques de la Cour des comptes deviennent contraignantes pour les institutions publiques analysées.
24. Dans la comptabilité publique on met tout « dans le même sac » (charges à court terme et dépenses d'investissement à long terme) : il faut un affinage de la comptabilité publique.

25. A propos du tableau récapitulatif des dépenses publiques (pour 1000 euros...extrait de la fiche sur la fiscalité et les dépenses publiques) : il aurait été intéressant de mettre en face les ressources.
26. Il faudrait indexer les retraites (sur le coût de la vie) car le système de retraite par répartition ne peut plus fonctionner (trop peu d'actifs par rapport aux inactifs).
27. « Les bijoux de famille » sont vendus... on devrait aussi connaître l'état du patrimoine public français pour l'évaluation de la richesse réelle de l'Etat, connaître les arbitrages (à quoi l'argent reçu, grâce aux privatisations, est-il affecté ?)
28. Le coût réel d'une journée à l'hôpital est de 3000 euros. Pour les dépenses de santé, il faudrait que les gens en aient conscience, qu'ils n'aient pas l'impression que c'est gratuit quand la Sécurité Sociale prend en charge l'intégralité. Problème de responsabilisation : tout le monde devrait payer un peu, y compris les plus modestes.
29. La justice fiscale devrait peut-être passer par une fiscalité plus importante du patrimoine. Les disparités patrimoniales sont en effet une source importante d'injustice.
30. Il faut arrêter d'opposer les riches et les pauvres, on ne construit pas sur la jalousie.
31. Statut des réfugiés : vérifier le bien-fondé des aides accordées aux réfugiés et vérifier si le droit d'asile est justifié.
32. La maladie ce n'est pas un choix. L'assurance maladie doit financer le risque maladie mais ne pas financer ce qui n'est pas de la maladie comme la PMA pour les femmes seules.
33. Taxer le patrimoine, oui, mais ce qui doit être taxé c'est le patrimoine de jouissance et pas le patrimoine productif.
34. Tout le monde paie l'impôt en France à travers la TVA. On doit se mettre d'accord sur un point important : au nom de la justice, quel est le niveau de redistribution acceptable ? Jusqu'à quel point l'impôt doit-il corriger les inégalités de revenus. La France est déjà l'un des pays les plus redistributifs.
35. La variété des taxes permet un système intelligent mais hélas complexe (TVA, CSG, IR, IS et autres taxes).
36. Il faut arrêter de faire payer la TVA sur des taxes (TICPE sur les carburants ou CSPE sur les factures d'électricité).
37. Réduire le train de vie des représentants de l'Etat hors salaires (hôtels, frais de réception...)
38. Le barème de l'impôt sur le revenu doit être revu ...Il est sommaire, il faut qu'il soit plus fin réviser les tranches d'impôt pour plus de solidarité. Il faut « aller chercher de l'argent là où il y en a » pour « le bien commun ».
39. Augmenter la fiscalité, avoir une redistribution plus performante pour aider les plus démunis : oui, mais attention, il faut penser à l'exemple suédois. Il y a eu beaucoup d'exilés fiscaux en Suède et le gouvernement suédois a été obligé de revenir en arrière.
40. Il faut conserver le système du quotient familial. Nos enfants sont notre première richesse. En Allemagne, il n'y a pas de quotient familial (effet sur la natalité ?).
41. L'exil fiscal peut se doubler d'un autre problème : la fuite des cerveaux des jeunes vers des pays plus attractifs.

## 2<sup>ème</sup> partie :

### **Que sommes-nous prêts à faire pour la transition écologique ?**

**Qu'est-ce qui est important / moins important pour la transition écologique ? 15mn**

**Qu'êtes-vous prêts à faire concrètement pour les sujets jugés prioritaires pour la transition écologique ? 15mn**

**Comment établir une « fiscalité écologique » efficace ? 15 mn**

42. Il faut cesser de considérer l'écologie comme quelque chose de différent de l'économie, il faut la mettre au cœur de l'Economie, du Social et de la Gouvernance (ESG). Il faut avoir un changement d'approche.
43. Former massivement les jeunes générations à la consommation raisonnable, que chaque français ait conscience d'apporter sa participation au changement de comportement.
44. Il faut être sensibilisé, avoir une attitude écoresponsable, ne pas tomber dans une posture idéologique.
45. C'est un virage absolument nécessaire. Deux grands thèmes à prendre en compte : les modes de déplacement et le chauffage. Modifions nos comportements : marcher pour faire ses courses, faire prendre conscience aux gens du bien que cela fait de marcher, essayons de consommer moins et de consommer mieux...
46. Il faut être optimiste : nous avons fait des bonds en avant fulgurants avec les moteurs hybrides, la voiture à hydrogène ...
47. En tant que chrétien, on devrait avoir un devoir d'optimisme (c'est déprimant pour les jeunes). Il faut également éviter le protectionnisme agressif qui débouche sur les conflits.
48. L'humanité a des capacités mais l'ambiance est aujourd'hui anxieuse. La menace ne fait pas changer les comportements ... on a tendance à basculer dans l'idéologie, ce qui nous amène à des erreurs d'évaluation. Il faut développer des solutions attractives pour aller dans le bon sens.
49. Il faut, au contraire, être pessimiste. C'est nécessaire pour amener les gens à faire de bons choix. Il faut absolument interdire les produits à obsolescence programmée.
50. Il faudrait supprimer les divisions marketing de toutes les entreprises qui poussent à la consommation !
51. La transition écologique : on quitte un modèle que l'on connaît vers quelque chose que l'on ne connaît pas... c'est anxieuse... quel est le niveau d'énergie à consommer acceptable ?
52. Gestion des déchets : en Norvège, les bouteilles en verre et en plastique sont à 100% consignées. Peut-on faire la même chose ?
53. Qu'est-ce que chacun compte faire concrètement pour la transition écologique ? Il faut se poser les questions suivantes : suis-je capable de ne pas prendre l'avion, de ne pas manger de viande... ?
54. Dans les années 1980, on nous a parlé du trou de la couche d'ozone... on s'était trompé ... il faut garder l'esprit critique.
55. Chauffage : faire des économies. Transport : développer la recherche (on est en retard en France pour développer les voitures à hydrogène)

56. La souffrance animale (élevage industriel), surpêche, c'est une abomination : il faut consommer autrement ...
57. Acheter un vélo électrique / je prendrai un transport en commun s'il y avait une application, centralisée et efficace (la même qui couvrirait tout le territoire français) pour savoir où se trouve le prochain bus, optimiser les temps de changement...
58. Transport : privilégier le transport des marchandises par train plutôt que par camion. La pollution par les avions et bateaux est beaucoup plus importante que celle du véhicule individuel d'un particulier.
59. Moins consommer, dans tous les domaines (alimentation, vêtements, loisirs...) chacun peut regarder où il peut baisser sa consommation. En plus de l'avantage économique, cela libère du temps pour réfléchir, pour s'ouvrir aux autres, être disponible, prier...
60. Développer le télétravail.
61. Consommer les fruits et légumes de saison, produits localement.
62. Se rendre compte des frais réels de livraison d'un produit, y compris de l'impact sur l'environnement. Avec le développement des achats en ligne, les sites présentent fréquemment des frais de livraison comme nuls ou très faibles, ce qui est trompeur. Pour que les consommateurs modifient leur comportement, il faudrait qu'ils soient clairement informés du coût réel de livraison.
63. Déchets : les quantifier pour les réduire. Est-on capable d'acheter des produits sans emballage, des produits recyclés, d'occasion, d'utiliser des couches lavables ? Il faut se fixer un objectif pour progresser vers un modèle de sobriété.
64. « Eglise verte » : un label proposé par un groupe œcuménique. C'est un engagement à ne rien utiliser de jetable pour les événements de la paroisse (kermesses, repas, fêtes), tout doit pouvoir être recyclé.
65. Cependant le plastique a rendu possible la conservation des aliments dans le circuit de distribution et a permis de nourrir, de manière sûre sur le plan de l'hygiène, des milliards de nouveaux humains. Les emballages plastiques permettent, grâce aux étiquettes, la traçabilité des produits. Il faut réfléchir à cela si l'on supprime les emballages.
66. La fiscalité écologique : pas très efficace et très opaque. Il faut l'utiliser avec précaution (ex de la taxe sur le diesel).
67. On taxe les légumes plus que le sucre, ce qui est aberrant. On devrait développer une application pour nous informer instantanément sur l'empreinte écologique d'un produit que l'on achète (guide au moment de l'achat dans un magasin).
68. Pourquoi ne pas inciter les gens à produire moins de déchets en leur faisant payer la taxe des ordures ménagères en fonction du poids des déchets ?
69. Le marché du carbone avec les droits à polluer: on crée une nouvelle façon de faire de l'argent avec l'air que nous respirons ... C'est un comble !
70. Il faudrait raisonner à l'échelle mondiale pour établir une fiscalité écologique efficace. En effet l'OMC fixe des règles et nous empêche d'appliquer une fiscalité écologique sur les avions, les porte-conteneurs qui parcourent le monde.
71. Il faut instituer une taxe écologique sur les produits importés.
72. Pour être efficace, une fiscalité doit obtenir l'assentiment de tous. Pour cela les mesures doivent être expliquées (leur but, leur fonctionnement et leur résultat).